

Rapport de l'Observatoire Social Tunisien Janvier 2017



Le début de l'année 2017 a coïncidé avec de fortes précipitations accompagnées d'une grande vague de froid et de neige dans plusieurs gouvernorats du pays; et pour autant que les conditions météorologiques étaient normales et naturelles dans une telle période, ce sont les conditions sociales de nombreuses catégories qui ont été très difficiles.

Situation qui exige une reconsidération fondamentale pour que les fortes pluies ne se transforment plus en déluge entraînant la mort de personnes ou d'animaux, le gaspillage environnemental important, l'arrêt ou la suspension des différentes activités économiques et éducatives.

Des fortes précipitations neigeuses dans les hauteurs et les régions intérieures du nord-ouest et du centre-ouest ont été à l'origine de l'isolement de la population dans un contexte de forte précarité sociale et économique véhiculée par les diffé-

rents médias audio-visuels ainsi que les réseaux sociaux.

Ces conditions météorologiques ne sont pas sans précédents ; avant la révolution le gouvernement au pouvoir déclarait rapidement des mesures exceptionnelles à travers les divers mécanismes de solidarité au bénéfice des habitants sous une grande campagne d'acclamations hyper médiatisée. Le changement d'après la révolution a été dans le désengagement des instances au pouvoir dans ces rôles pour diverses raisons.

Certains partis politiques ont tenté de tirer profit de ces conditions de développement précaires dans les régions intérieures du pays par une présence massive sur le terrain qui s'est évanouie après les dernières élections législatives sans respect des engagements ni des promesses faites à ces différentes régions.

L'engagement de la société civile en tant que force naissante et efficace d'action sur terrain dans ces différentes régions a, quant à lui, connu

“ Au début de cette année 2017, nous avons observé une grande vague de protestations des habitants de manière globale allant jusqu'au refus de certaines aides avec la tendance vers une tournure chaotique et violente. ”

une régression due aux limites financières, il demeure, en revanche, circonstanciel comme durant cette dernière période.

A travers un engagement sur terrain dans les différentes régions victimes du froid, des précipitations neigeuses et des inondations au début de cette année 2017, nous avons observé une grande vague de protestations des habitants de manière globale allant jusqu'au refus de certaines aides avec la tendance vers une tournure chaotique et violente.

Nous avons cité, dans nos rapports précédents, que nous avons à nous préparer à ces vagues de froid à venir dans certaines régions avec la nécessité de mesures gouvernementales visant à réduire les souffrances des citoyens.

2

Nous ne disposons pas de chiffres concernant ces citoyens en souffrance mais une chose est sûre c'est qu'ils sont d'un nombre important et constituent un grand potentiel protestataire.

Les instances gouvernementales doivent prendre en charge ce dossier vu son lien de causalité avec l'état de grande, les protestations et les affrontements qui peuvent en découler.

Depuis le début de l'année les mouvements de protestations collectives ont connu une croissance dans plusieurs régions et secteurs avec une régression remarquable avec le début de la C.A.F. et la participation de l'équipe nationale à cet événement footballistique connaissant un recul remarquable avec la victoire de cette équipe nationale avant son élimination face à la concurrence élevée.

cet événement, qui a occupé les médias ainsi que l'opinion publique, a permis de souligner l'état d'usure psychologique que vivent les tunisiens globalement,

puisque qu'un événement sportif et une mobilisation d'analystes politiques, de supporters ou de journalistes ont suffi à remuer l'esprit d'appartenance nationale et à redonner l'espoir ayant pour effet de réduire sinon reporter les protestations citoyennes sauf que la problématique demeure dans l'impossibilité de régler les situations politiques, sociales et économiques de manière circonstancielle.

La grande déception de l'élimination de l'équipe nationale a révélé la grande perturbation, le désespoir et l'état de grande que connaît le public sportif présageant une augmentation des protestations et des violences dans les prochaines manifestations sportives.

Le peu de protestations sportives qui ont eu lieu ont été traité de manière sécuritaire permettant de réduire les manifestations de violence dans les stades

puisque plusieurs rencontres se font sans la présence du public et les autres à public réduit. Malgré toutes ces mesures il suffit, parfois, d'un acte isolé pour raviver les protestations comme a été le cas lors d'une rencontre entre une équipe locale avec une équipe française.

Nous croyons que l'évolution du secteur sportif, sa réorganisation, la révision de la législation et des mécanismes de gouvernances dans ce domaine sont les éléments indispensables pour élever le secteur afin qu'il accomplisse son rôle socio-économique puisque le public sportif a joué un grand rôle dans l'évolution des mouvements de protestations depuis les stades sportifs vers les espaces publiques ; choses qui doivent être prises en compte de manière plus sérieuse pas les instances étatiques.

L'inflation observée des prix a été spr te

culaire durant le mois de Janvier 2017, cette question a été le centre des préoccupations des différents journaux d'informations audio-visuels et écrits reflétant l'importance du mécontentement social autour de cette grande et grave problématique.

Cet état de gonde met en évidence l'incapacité de l'Etat à fournir les réponses attendues dans le contrôle des augmentations des prix des produits à la consommation après l'annonce controversée du gel des augmentations des salaires dans le budget de l'Etat sans mesures accompagnatrices permettant de geler l'inflation et la détérioration du pouvoir d'achat.

La non synchronisation entre les mesures, l'absence de visions claires avec le refus de la loi de finances par certains secteurs, la contrebande et le commerce parallèle ont été des facteurs essentiels à un processus de développement spontané et par-là les méthodes d'action en dehors des canaux formels en général donc tout acte institutionnel et juridique.

Cette orientation a constitué, dans le passé, une pépinière importante de mouvements de protestation qui s'est développée et a provoqué la chute du régime nous conduisant vers une situation nouvelle mais la continuité des méthodes, des mécanismes dans le but de fournir un exutoire social à la détérioration de la situation économique ne fait que rouvrir une nouvelle voie vers des mouvements de protestations correspondant à de nouveaux horizons.

L'inflation importante des prix de certains produits de base a été accompagnée par une abondance dans la production d'autres produits impactant négativement sur la rentabilité de quelques secteurs

agricoles et par les ouvriers de ces-dits secteurs.

Nous avons souligné l'année dernière les milliers de litre de lait qui ont été gaspillés pour incapacité de résorption ou transformation par le marché, les importantes quantités de dattes, d'œufs etc. que les producteurs n'ont pas pu écouler sur le marché. Cette situation se réitère, cette année, avec la production des agrumes où on observe les producteurs en train de détruire leur production par incapacité de les commercialiser.

Tous ces exemples montrent la grande crise par laquelle passe le secteur agricole et son incidence sur le milieu ouvrier et qui constitue un grand potentiel protestataire qui risque d'être instrumentalisé dans les mois à venir.

La législation relative aux municipalités et les élections municipales ont été une préoccupation importante dans le milieu politique.

Malgré la gravité et l'importance de ces événements et le fait que le développement local passe essentiellement par une démocratie, une bonne gouvernance locale ainsi qu'une décentralisation du pouvoir, cette question ne constitue pas une préoccupation importante chez les citoyens de manière générale.

Les mouvements citoyens de protestation individuels et collectifs :

Comme il a été cité précédemment, le début de l'année 2017 a connu un ensemble de protestations dans différentes régions et différents secteurs sans égaler les mouvements connus par l'année précédente à

la même période conduisant à la déclaration d'un couvre-feu sur tout le territoire.

Par ailleurs, les observations essentielles autour de ces manifestations citoyennes peuvent être résumées comme suit :

- Des manifestations sectorielles ont touché tous les gouvernorats sans exception qui ont été celles des ouvriers de chantier urbain dans un but de régularisation de leurs situations socio-professionnelles sachant que ces derniers ont intégré des mécanismes protestataires diversifiés atteignant les menaces de suicides collectifs voire des tentatives de suicides collectifs en plus des mouvements de protestations individuels comme les sit-ins, les grèves de la faim, les tentatives de suicide dans les espaces publics et c'est dans ce cadre que nous avons observé plusieurs actes de suicide dans différentes régions sans évolution notable dans la problématique.

L'élément nouveau a été dans l'évolution des mouvements de protestation d'une échelle régionale vers une échelle de mobilisation nationale comme ces mouvements de sit-ins devant les lieux de souveraineté ; il paraît, selon les données disponibles, que les protestations tendent vers divers développements.

- Dans ce même cadre, des manifestations à l'échelle nationale des exclus sécuritaires ont été relevées dans diverses régions mais le rassemblement le plus important a été celui devant le théâtre municipal dans la capitale ainsi que les marches qui l'ont accompagné aboutissant à des affrontements avec les forces sécuritaires.

Ce dossier constitue une bombe à retardement face à l'indifférence et connaîtra une évolution dramatique devant l'absence de solutions effectives des instances gouvernementales.

- Les sit-ins des chômeurs diplômés connaissent, également, un statu quo. Certains sit-ins durent depuis deux années consécutives soit devant les ministères ou les sièges de gouvernorats ou délégation.

Ces mouvements ont connu des évolutions comme la marche vers la capitale à partir de certaines régions intérieures ainsi que l'adoption du mécanisme de suicide collectif comme moyen de protestation.

Au départ ces mouvements étaient des menaces de suicides collectifs pour évoluer vers des tentatives collectives et effectives.

En dépit de l'absence de réponses gouvernementales concrètes quant aux revendications des chômeurs détenant des diplômes d'études supérieures ce dossier perd de son attractivité médiatique comme s'il a été résolu. Le problème réside aussi dans la perte du soutien de la société politique ainsi que celui de la société civile.

Par ailleurs, une grande coordination entre les régions a été observée dans les mouvements par le biais de l'Union des Chômeurs Tunisiens reflétant la prise de conscience de la nécessité de compter sur soi et de composer avec ses propres moyens quel que soit leur importance.

Il paraît, donc, de par les observations, que ce dossier connaîtra des évolutions diverses.

- Le dossier du bassin minier constituant un des dossiers les plus sensibles, continue à faire du sur place.

Les mesures et solutions gouvernementales annoncées ont été très limitées et provisoires sans vision globale visant à déraciner la crise, malgré l'existence de solutions et les incidences économiques, sociales, financières et politiques néfastes de l'absence de mesures effectives et permanentes répondant à une politique de

développement participatif impliquant tous les acteurs économiques et sociaux de la région.

- Les grandes villes côtières n'ont pas connu de mouvements de protestations notables. Il en a été de même pour la capitale (lieu habituel de grands mouvements protestataires) qui n'a connu qu'un nombre limité de manifestations citoyennes.

Le plus important nombre de mouvements a été enregistré dans les régions intérieures comme les délégations des gouvernorats de Kasserine, Kairouan, Sidi Bouzid ou Gafsa.

- Plusieurs mouvements ont revêtu l'aspect de désobéissance civile qui a duré jusqu'à une quinzaine de jours accompagnée d'affrontements diurnes et nocturnes violentes avec blocage de routes et brulure de pneus.

Certaines délégations, comme celle de Meknassi, ont connu une paralysie complète des activités économiques, commerciales et de services hormis les secteurs éducatif et sanitaire.

- Le mois de Janvier a connu une nette régression des mouvements de protestation liés au secteur éducatif due aux vacances scolaires et aux examens semestriels universitaires.

Le secteur administratif a connu le plus grand nombre de mouvements avec environ 2/3 des observations tous secteurs confondus concernant les mêmes revendications que les mois précédents, à savoir, la qualité des services et le non-respect des promesses.

- Les protestations à caractère social ont été assez présentes également, dans la foulée des mois précédents ayant pour thèmes le chômage, l'emploi, la précarité sociale ainsi que la mauvaise qualité des services sans oublier l'état d'isolement, de froid et de transport qu'ont connu certaines régions suite à leur enneigement.

Ces revendications continueront à constituer l'essentiel des motivations des prochaines protestations.

- Le mois de Janvier a connu une évolution des mouvements de protestation à caractère sécuritaire ayant pour cause l'évolution de la nature des protestations vers la violence et l'affrontement avec les forces de l'ordre voire l'attaque de postes sécuritaires.

Et c'est dans ce même cadre que nous avons relevé le retour des pratiques sécuritaires violentes accompagnant certaines voix qui s'étaient élevées afin de criminaliser les mouvements de protestation et leur responsabilité dans la dégradation des situations économiques et politiques du pays.

- le retour graduel des protestations dans le cadre du secteur économique depuis plusieurs mois met en évidence sa relation de causalité avec les perspectives de développement locale et ainsi que certaines revendications de discrimination positive visant à réduire les politiques de dénigrement et de marginalisation que connaissent les régions intérieures.

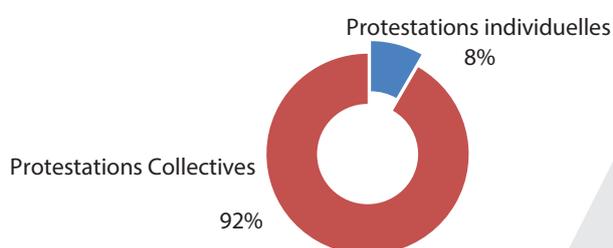
- L'évolution partielle des protestations d'ordre politique revient aux débats concernant les élections municipales ainsi que le retour de djihadistes. Ce dernier sujet pose polémique face à l'absence de toutes informations concernant les conséquences de leur retour, les mesures prises à cet effet, ni le nombre de ses revenants ni le nombre des djihadistes dans les zones de conflit sachant que les régions avoisinant les hauteurs souffrent des attaques de ceux qui se cachent dans les montagnes et responsables de la terreur et des vols dans ces zones.

Les mouvements de protestations collectives et individuelles durant le mois de Janvier 2017 ont été comme suit :

Mois	Janvier		Décembre		Novembre	
Nature des Mouvements						
Protestations individuelles	81	8,3%	73	8,4%	117	9,7%
Protestations Collectives	890	91,7%	798	91,6%	1095	90,3%
Mouvements de Protestation	971		871		1212	

Les mouvements de Protestation

Janvier 2017



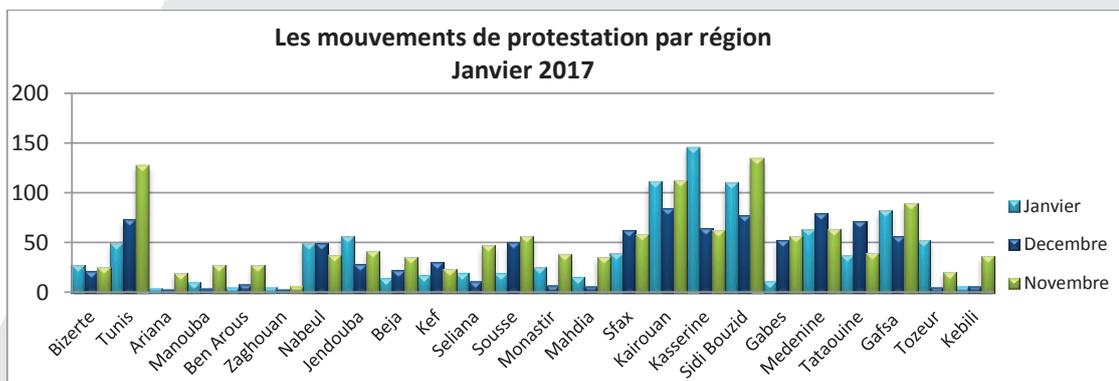
Au niveau sectoriel :

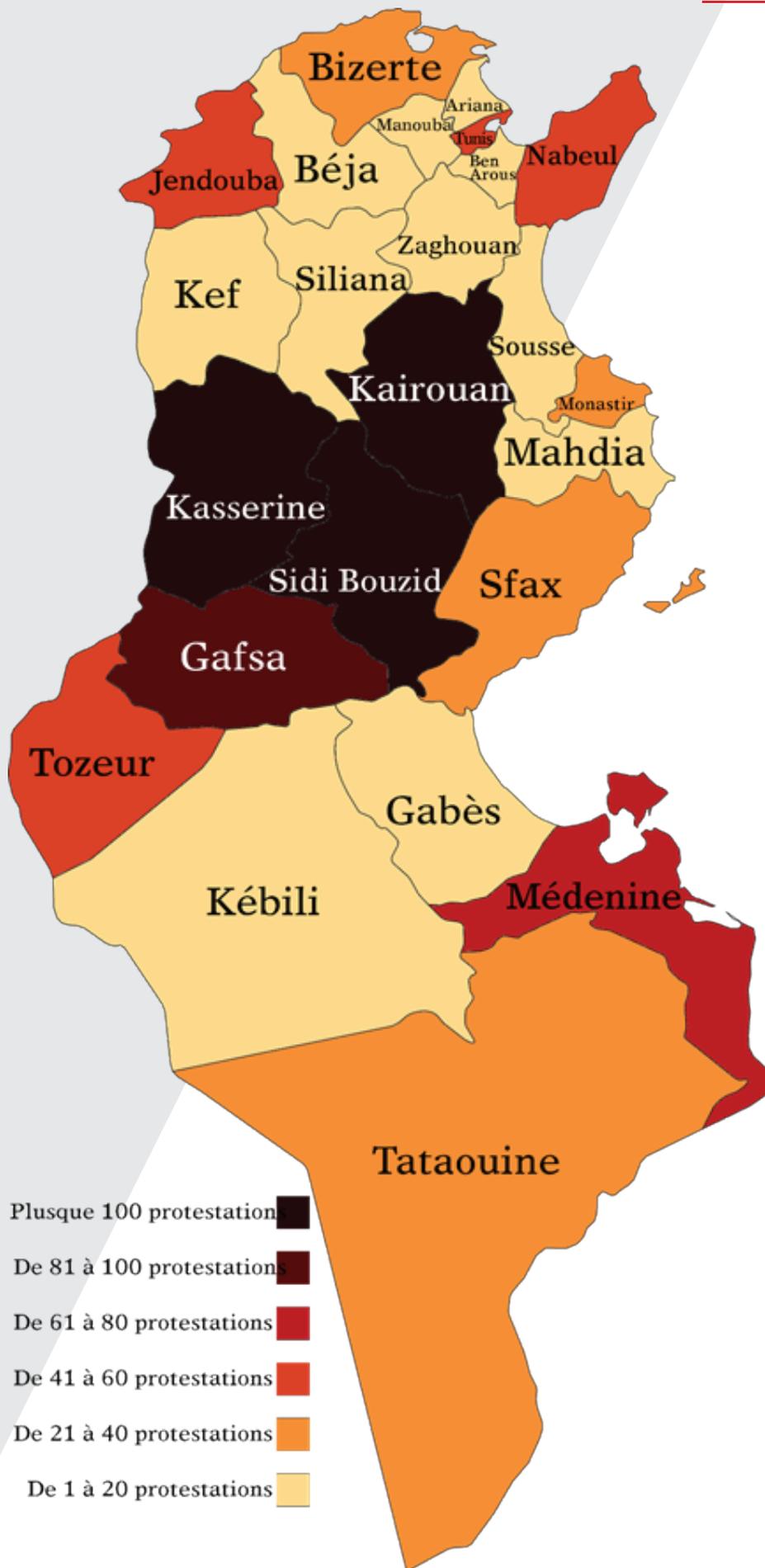
- Une prédominance des secteurs administratif et social sur l'ensemble des manifestations citoyennes ;
- Les secteurs sécuritaire, économique et politique s'avoisinent en termes de fréquence ;
- Les secteurs sanitaire, environnemental et éducatif constituent le troisième groupe avec un net recul des mouvements de revendications éducatives.

Au niveau régional :

Les mouvements protestataires gardent la même architecture que le mois de Décembre 2016, à savoir que les mouvements individuels ont été, dans leur totalité des suicides et tentatives de suicide à l'exception de 2 actes de protestations individuels autres et les mouvements collectifs ont été de nature aussi bien instantanée que spontanée que violente.

6





- Un premier groupe est constitué par les gouvernorats de Kasserine, Kairouan et Sidi Bouzid qui ont connu le plus grand nombre de mouvements ;
- Les gouvernorats de Gafsa et Médenine constituent le deuxième groupe ;
- Les gouvernorats de Jendouba, Tozeur, Tunis, Sfax et Nabeul sont le troisième groupe ;
- Le quatrième groupe contient les gouvernorats de Tataouine, Bizerte, Seliana, Sousse, Monastir, le Kef et Mahdia ;
- Les gouvernorats de Manouba, Ben Arous, Zaghouan, Beja, Gabes et Kébili n'ont connu que des mouvements très limités.

Les actes de suicides et tentatives de suicide ont été observés dans 15 gouvernorats comme suit :

- Le premier groupe concerne le gouvernorat de Tozeur qui constitue une première vu la tentative de suicide collective ;
- Le deuxième groupe contient les gouvernorats de Kasserine, Kairouan et Nabeul ;
- Le troisième est constitué des gouvernorats de Bizerte, Tunis, Ben Arous, Zaghouan, Jendouba, le Kef, Seliana, Sousse, Monastir, Sfax et Sidi Bouzid ;
- Le restant des gouvernorats n'ont pas connu de suicide ou tentative de suicide.

8

La répartition de ces mouvements citoyens par région s'est faite comme suit :

	Janvier			
	mouvements individuels	Suicides et tentatives de suicide	Protestations collectives	Total
Bizerte	1	2	24	27
Tunis	1	1	47	49
Ariana	0	0	4	4
Manouba	0	0	10	10
Ben Arous	0	1	4	5
Zaghouan	0	1	4	5
Nabeul	0	5	44	49
Jendouba	0	3	53	56
Beja	0	0	14	14
Kef	0	2	15	17
Seliana	0	2	17	19
Sousse	0	2	17	19
Monastir	0	1	24	25
Mahdia	0	0	15	15
Sfax	0	3	36	39
Kairouan	0	8	103	111
Kasserine	0	15	131	146
Sidi Bouzid	0	2	108	110
Gabes	0	0	11	11
Medenine	0	0	63	63
Tataouine	0	0	37	37
Gafsa	0	0	82	82
Tozeur	0	31	21	52
Kébili	0	0	6	6
Total	2	79	890	971

Les mouvements de protestation individuels ou les suicides, tentatives de suicide et autres mouvements :

Mois	Janvier		Décembre		Novembre	
Nature des Mouvements	%		%		%	
Suicides et tentatives de suicide	79	98%	65	89%	90	77%
Autres mouvements de protestations	2	2%	8	11%	27	23%
Protestations individuelles	81		73		117	

Les mouvements individuels de protestations :

Deux actes de manifestations individuelles ont été enregistrés durant le mois de Janvier, hors suicides ou tentatives de suicide et étaient comme suit :

Le gouvernorat de Tunis :

- Manifestation l'activiste en droits de l'Homme, vice-président du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux, ancien membre L'Instance Supérieure pour la Réalisation des Objectifs de la Révolution, de la Réforme Politique et de la Transition Démocratique et membre de

l'Organisation contre la Torture en Tunisie Massoud Romdhani qui s'est engagé dans une grève de faim dans le siège du FTDES et ce, suite au refus du gouvernement de régler sa situation professionnelle pendant des années et de le faire bénéficier de sa pension de retraite ;

Le gouvernorat de Sfax :

- Manifestation d'un père de quatre enfants suite à la détérioration de sa situation financière après lui avoir interdit le droit à un poste dans les derniers recrutements pour une Société Indienne d'Engrais

Les mouvements de suicides, tentatives de suicide :

Tranches d'âge	Moins de 15 ans	16/25 ans	26/35 ans	36/45	46/60 ans	Plus de 60 ans	Total
Masculin	0	9	24	35	6	2	76
Féminin	1	1	1	0	0	0	3
Total	1	10	25	35	6	2	79
%	1%	13%	32%	44%	8%	3%	

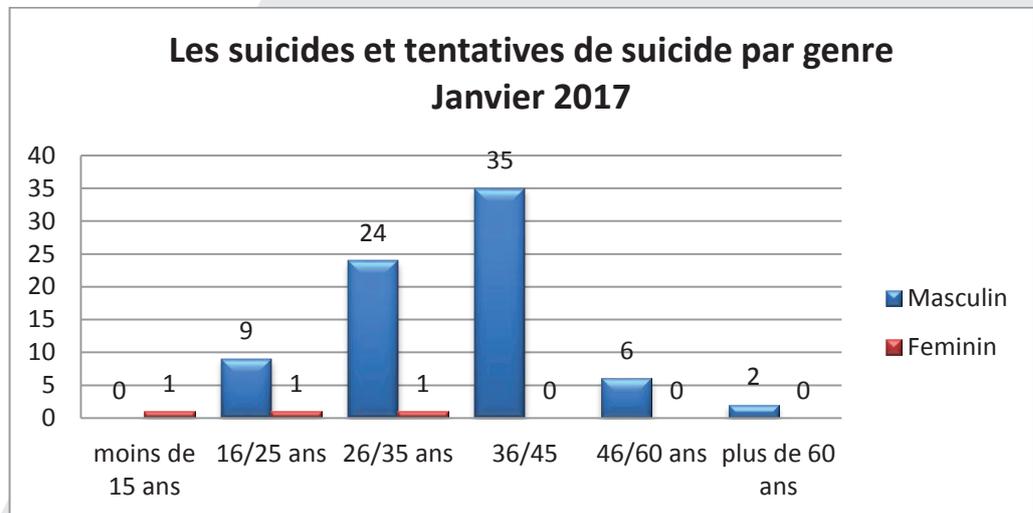
Les remarques notables pour les suicides et tentatives de suicide relevés ce mois sont comme suit :

- // Le même nombre de femmes que le mois précédent a été enregistré ;
- // Pour le deuxième mois consécutif, on remarque la grande différence entre le nombre de cas chez les hommes et les femmes ;
- // Un seul cas de suicide chez les moins de 15 ans, a été relevé pour une fille de neuf ans ;
- // Deux cas de suicide des vieux ont été relevés ce mois.

// Avec la même ampleur enregistrée que le mois précédent, La moitié des cas relevés étaient des tentatives de suicide collectives ;

// L'exception du mois précédent était marquée dans le gouvernorat de Tataouine par le grand nombre de tentative de suicide collective enregistré. Cette même exception a été enregistré dans le gouvernorat de Tozeur avec la même méthode de manifestation collective ;

// Plus que deux tiers des cas de suicide enregistrés ce mois, étaient par immolation.



Les cas de suicide et tentative de suicide se sont distribués, par région, comme suit :

Mois	Janvier	Décembre	Novembre
Bizerte	2	3	1
Tunis	1	3	7
Ariana	0	1	0
Manouba	0	0	1
Ben Arous	1	2	3
Zaghouan	1	1	0
Nabeul	5	1	4
Jendouba	3	2	3
Beja	0	1	2
Kef	2	1	1
Seliana	2	0	0
Sousse	2	2	2
Monastir	1	2	2
Mahdia	0	0	1
Sfax	3	2	5
Kairouan	8	6	2
Kasserine	15	2	3
Sidi Bouzid	2	0	30
Gabes	0	0	0
Médenine	0	3	2
Tataouine	0	31	1
Gafsa	0	1	17
Tozeur	31	1	1
Kebili	0	0	2
Total	79	65	90

↘ Le gouvernorat de Bizerte :

- **Par immolation :**

- // Suicide d'un adulte à Bizerte Sud sans raisons connues.

- **Par arme blanche :**

- // Tentative de suicide d'un jeune trentenaire avec une arme blanche à Menzel Bourguiba en revendication d'un emploi.

↘ Le gouvernorat de Tunis :

- **Par arme à feu :**

- // Suicide d'un officier avec le rang de lieutenant à l'aéroport Tunis-Carthage. Sachant que la victime n'a pas de problème financier et vient d'avoir un bébé.

↘ Le gouvernorat de Ben Arous:

- **Par immolation :**

- // Suicide d'un adulte dans la région de Mhamdia, sachant que le suicidé avait des précédents juridiques et s'est immolé devant un poste de police.

↘ Le gouvernorat de Zaghouan:

- **Par pendaison :**

- // Suicide d'un adulte de 50 ans sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Nabeul :

- **Par pendaison :**

- // Suicide d'un adulte dans la délégation d'El Mida sans raisons connues.

- // Suicide d'un jeune trentenaire qui, d'après les données disponibles, souffrait de troubles mentaux.

- // Suicide d'un jeune dans la région de Sidi Bou Ali dans l'étable de leur ferme sans raisons connues.

- **Par Immolation :**

- // Suicide d'un jeune de 25 ans à Beni Khiar suite à un conflit familial.

- // Suicide d'un jeune de 25 ans à Haouaria, suite au refus de ses voisins ses fiançailles avec leurs filles.

↘ Le gouvernorat de Jendouba:

- **Par immolation :**

- // Suicide d'un adulte de 44 ans après qu'il ait été convoqué dans le bureau du procureur général suite à un conflit familial.

- // Suicide d'un adulte sans raisons connues.

- // Tentative de suicide d'un jeune handicapé dans la région de Fernéna suite à la détérioration de ses conditions sociales.

↘ Le gouvernorat de Seliana :

- **Par pendaison :**

- // Tentative de suicide d'un enfant de 16 ans devant le siège du gouvernorat qui, d'après les données disponibles, souffrait de troubles mentaux.

- **Par Immolation :**

- // Tentative de suicide d'une jeune fille de 16 ans dans la délégation de Seliana Nord suite à la détérioration de ses conditions sociales.

↘ Le gouvernorat de Kef :

● Par immolation :

// Suicide d'un jeune de 24 ans dans la délégation de Kef West pour exiger de l'aide des autorités concernés.

// Suicide d'un jeune dans la région de Wed Bou Ali sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat de Sousse :

● Par pendaison dans un poteau d'électricité :

// Tentative de suicide d'un adulte dans la région de Ain Mthékra sans raisons connues.

// Suicide d'un jeune trentenaire sans raisons connues.

// Suicide d'un jeune originaire de Kairouan après la confiscation de sa marchandise par la police.

↘ Le gouvernorat de Monastir :

● Par choc électrique :

// Suicide d'un jeune trentenaire, marié et père de trois enfants, sachant que la victime avait tenté de se tuer plusieurs fois auparavant vue sa situation financière précaire aussi pour exiger un emploi et l'aide médicale à sa fille atteinte de cancer. Devant le silence à ses demandes, le jeune a mis fin à sa vie par choc électrique de haute tension en grim pant en haut du poteau dans la rue et devant sa famille.

↘ Le gouvernorat de Sidi Bouzid :

● Par immolation :

// Suicide d'un jeune de 30 ans suite à la détérioration de ses conditions sociales.

// Par pendaison :

// Suicide d'une jeune fille de 9 ans sans raisons connues.

↘ Le gouvernorat Kairouan :

● Par Immolation :

// Suicide d'un jeune de 17 ans dans la région de Menzel El Mhiri sans raisons connues.

// Tentative de suicide d'un adulte dans la délégation de Alaa, et ce parce qu'il ne pouvait pas subvenir à la pension de sa divorcée.

// Suicide d'une jeune femme suite à un conflit familial.

// Suicide d'un jeune de 19 ans dans la région de Mansoura après son renvoi du lycée.

// Suicide d'un adulte de 50 ans après l'émission d'un verdict contre lui.

● Par précipitation :

// Tentative d'un jeune trentenaire suite à la détérioration de ses conditions sociales.

● Par substances chimiques buvables :

// Tentative de suicide d'une jeune femme de 30 ans et mère de trois enfants suite à la détérioration de ses conditions sociales.

↘ Le gouvernorat de Kasserine :

● Par Immolation :

// Suicide d'un jeune de 30 ans suite à la détérioration de ses conditions sociales.

// Suicide d'un jeune trentenaire sans raisons connues.

// Suicide d'un vieux de 70 ans à Cité El Nour suite à sa privation de son carnet de soins.

// Tentative de suicide de six ouvriers de chantier dans la délégation de Fernéna pour exiger un autre emploi dans l'organisme des ouvriers de chantiers, sachant qu'ils sont tous mariés et vivent dans des situations sociales difficiles.

// Suicide d'un vieux de 75 ans après qu'il ait été privé de son droit au carnet de soin gratuit.

● Par précipitation :

// Tentative de suicide d'un jeune manifestant demendeur d'emploi devant le siège de la délégation de Kasserine nord.

● Par substances chimiques buvables :

// Tentative de suicide de deux jeunes chômeurs diplômés comme acte de manifestation pour exiger un emploi.

↘ Le gouvernorat de Sfax :

● Par choc électrique :

// Tentative de suicide de deux jeunes originaires de Skhira après l'annonce des résultats de recrutement de la société Indienne du Ciment. Ces derniers avaient grimpé en haut du poteau d'électricité et ont refusé de descendre à condition

qu'ils soient recrutés immédiatement.

// Tentative de suicide d'un jeune après la confiscation de sa moto par la police. Ce dernier avait des brûlures et des fractures suite au choc électrique qu'il a subi.

↘ Le gouvernorat de Tozeur :

● Menace de suicide collective:

// 30 marchands dans le marché Souk Lahad de Tozeur ont menacé de se suicider après l'interdiction de vendre leurs marchandises suite à un décret de la municipalité visant à transférer ce marché à un autre endroit plus moderne et mieux équipé suite à la demande des habitants de la région de Hafr Ettin puisque le marché barrait la route pendant les heures de pointe

● Par pendaison :

// Suicide d'un jeune de 28 ans qui habite à Douz suite à la détérioration de ses conditions sociales.

➤ Les mouvements de protestations collectifs :

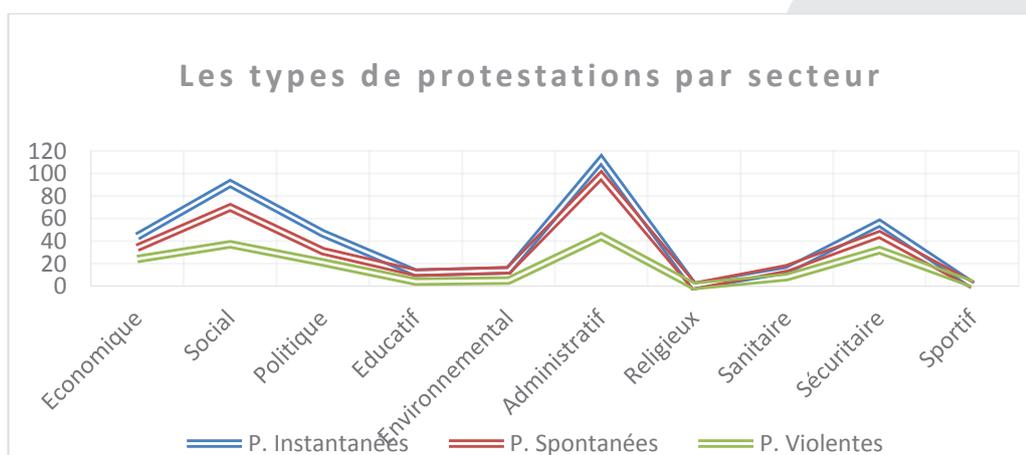
Les mouvements de protestations collectifs sont à repartir comme suit :

Mois	Janvier	Décembre	Novembre
Protestations Instantanées	391	421	552
Protestations Spontanées	322	241	345
Protestations Violentes	177	136	198
Total	890	798	1095



La structure sectorielle des manifestations de protestation collective se dresse comme suit :

	Janvier				
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	%
Economique	44	34	24	102	11%
Social	91	70	37	198	22%
Politique	47	31	21	99	11%
Educatif	12	12	4	28	3%
Environnemental	14	14	5	33	4%
Administratif	112	98	44	254	29%
Religieux	0	0	0	0	0%
Sanitaire	14	16	8	38	4%
Sécuritaire	56	46	32	134	15%
Sportif	1	1	2	4	0%
Total	391	322	177	890	



L'analyse croisée entre les secteurs de revendications et les types de protestations observées permet de dresser le tableau suivant

	Janvier				
	P. Instantanées	P. Spontanées	P. Violentes	Total	%
Bizerte	11	10	3	24	3%
Tunis	19	16	12	47	5%
Ariana	2	2	0	4	0%
Manouba	4	4	2	10	1%
Ben Arous	2	2	0	4	0%
Zaghuan	2	2	0	4	0%
Nabeul	21	19	4	44	5%
Jendouba	23	22	8	53	6%
Beja	6	6	2	14	2%
Kef	8	6	1	15	2%
Seliana	11	6	0	17	2%
Sousse	8	7	2	17	2%
Monastir	11	9	4	24	3%
Mahdia	9	4	2	15	2%
Sfax	18	11	7	36	4%
Kairouan	44	39	20	103	12%
Kasserine	57	42	32	131	15%
Sidi Bouzid	29	29	50	108	12%
Gabes	5	5	1	11	1%
Medenine	32	20	11	63	7%
Tataouine	17	15	5	37	4%
Gafsa	38	36	8	82	9%
Tozeur	11	7	3	21	2%
Kebili	3	3	0	6	1%
Total	391	322	177	890	

Les moyens de protestation utilisés ont été essentiellement classé comme suit par échelle d'intensité :

- Les réseaux sociaux, les sit-ins, le blocage des routes, les marches pacifistes et les grèves ;
- L'effraction des locaux administratifs, le blocage des lieux de travail, la brulure de pneus, la désobéissance civile, les menaces de suicide, les affrontements avec les forces de l'ordre et les agressions ;
- Les appels médiatiques, l'interdiction des fonctionnaires de quitter leurs lieux de travail, les grèves de la faim, l'attaque de postes de police, le blocage de circulation de trains, le boycott des examens ainsi que la destruction de productions agricoles ;
- Les grèves sauvages de la faim, des pétitions de protestation, les bandes rouges, le couture des bouches et les suicides symboliques.

Les espaces de protestations, par échelle d'intensité, durant le mois de Janvier 2017 ont été comme suit :

- Les places publiques ;
- Les routes, les locaux administratifs, les espaces professionnels, les sièges des gouvernorats, délégations et ministères ;
- Les sièges de municipalités, l'A.R.P., la présidence du gouvernement et les hôpitaux ;
- Les institutions éducatives, les

locaux juridiques, la S.T.E.G., les sièges de la S.O.N.E.D.E. et les stades sportifs.

Les sujets des mouvements de protestation, par échelle d'intensité :

- Les instances sécuritaires ;
- Les gouvernorats, les délégations et les ministères ;
- Les municipalités, la présidence du gouvernement, les hôpitaux et l'A.R.P. ;
- Les sociétés de distribution des eaux, les institutions éducatives, les stades sportifs, les instances juridiques et les organisations nationales.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements par ordre décroissant de présence :

- Les ouvriers de chantier urbain, les diplômés universitaires et les chômeurs ;
- Les habitants, les ouvriers, les agriculteurs et les activistes ;
- Les employés, les familles des martyrs et le cadre médical et paramédical ;
- Les parents, les journalistes, les chauffeurs de taxi, les sécuritaires, les chauffeurs de taxis collectifs et les marins.

Les types de protestations relevés par région se présentent comme suit :

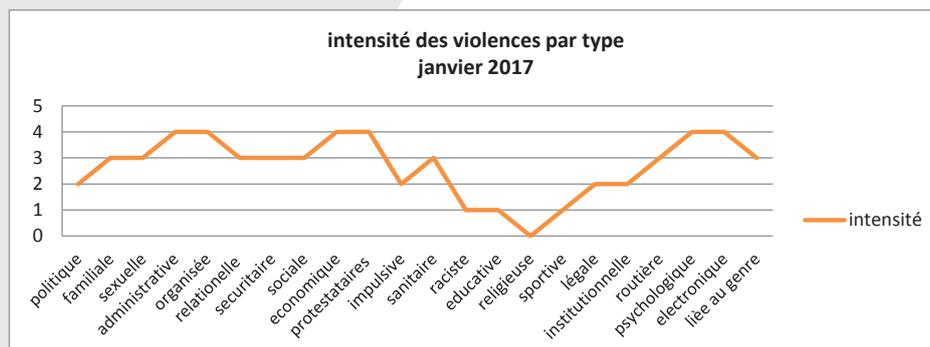
Janvier

Villes	Economique	Social	Politique	Educatif	Environnemental	Administratif	Religieux	Sanitaire	Sécuritaire	Sportif	Total	%
Bizerte	2	10	0	0	0	12	0	0	0	0	24	3%
Tunis	9	9	5	0	0	10	0	0	10	4	47	5%
Ariana	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	4	0%
Manouba	0	2	0	3	0	2	0	0	3	0	10	1%
Ben Arous	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	4	0%
Zaghouan	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	4	0%
Nabeul	2	7	2	2	6	15	0	2	8	0	44	5%
Jendouba	8	11	5	2	3	12	0	5	7	0	53	6%
Beja	0	4	0	3	0	4	0	0	3	0	14	2%
Kef	0	5	2	0	0	8	0	0	0	0	15	2%
Seliana	2	6	2	0	1	4	0	0	2	0	17	2%
Sousse	2	4	3	0	0	8	0	0	0	0	17	2%
Monastir	3	7	3	0	0	6	0	3	2	0	24	3%
Mahdia	0	6	0	0	1	6	0	1	1	0	15	2%
Sfax	4	10	0	0	0	14	0	2	6	0	36	4%
Kairouan	6	22	13	10	1	33	0	8	10	0	103	12%
Kasserine	19	30	17	6	4	33	0	0	22	0	131	15%
Sidi Bouzid	17	18	18	0	2	25	0	5	23	0	108	12%
Gabes	3	4	0	0	0	4	0	0	0	0	11	1%
Medenine	11	11	7	0	3	12	0	3	16	0	63	7%
Tataouine	3	8	2	2	4	13	0	3	2	0	37	4%
Gafsa	8	13	16	0	5	15	0	6	19	0	82	9%
Tozeur	3	3	4	0	3	8	0	0	0	0	21	2%
Kebili	0	2	0	0	0	4	0	0	0	0	6	1%
Total	102	198	99	28	33	254	0	38	134	4	890	

Les violences

La nouvelle année s'est caractérisée par une augmentation des violences à caractère familial et protestataire par la recrudescence des affrontements entre les protestataires et les sécuritaires dans les régions de tensions sociales.

Régions qui connaissent un état de colère et de gronde croissant face à la détérioration de la situation socio-économique et l'absence d'opportunité d'emploi.



Il ressort des observations de notre organisme une augmentation des violences domestiques et familiales qu'elles soient commises par les parents ou par les enfants de tous âges.

Il s'en suit les cas de violence suivants par ordre de récurrence :

La violence familiale :

Un jeune a agressé sa mère à l'Ariana.

Dans la région de Cité El Khadhra une femme âgée a été frappée jusqu'à la mort par son fils avec une arme tranchante sur la tête.

Dans la région de Aidene, délégation de Medjez El Bab un sexagénaire a été assassiné par son fils.

Un homme a assassiné sa femme et kidnappé une enfant dans la région d'Essaada à Jendouba.

Un sexagénaire a tué sa femme et sa fille en utilisant un marteau.

Un jeune homme a poignardé jusqu'à la mort la femme de son père dans la région de Kasserine.

Un jeune homme a tenté de bruler sa sœur sortie de la maison sans son avis avec de l'essence dans la région de Bouficha.

➤ La violence sexuelle :

Les violences à caractère sexuel connaissent une augmentation continue surtout celles faits aux enfants. Tel a été le cas fin janvier, dans la région de Djeba, Tibar quand l'agresseur a enlevé un enfant de 11 ans pour lui trancher les veines et le bruler dans plusieurs zones de son corps après l'avoir violé.

Dans la région de Hammam Lif un quinquagénaire marié a abusé de son voisin de 13 ans.

20



Un trentenaire a agressé sexuellement une enfant de 8 ans dans la région de Gafsa.

Une jeune fille de 16 ans a été enlevée et violée par trois jeunes.

Dans la région de Sakiet Ezzit, à Sfax, une jeune fille de 15 ans a été violée pendant 7 ans par son voisin.

La violence protestataire :

Les régions de Mknassi, à Sidi Bouzid, El Metlaoui et Snad à Gafsa ont connu des affrontements violents entre protestataires et forces de l'ordre qui ont duré plusieurs jours.

La violence criminelle :

Plusieurs cas de violence criminelle pour vol ont été observés durant le mois de Janvier 2017 comme ces deux adolescentes terrorisées lors d'un vol par effraction dans le domicile familial.

Un jeune homme a été enlevé contre rançon par des individus.

Plusieurs atteintes aux biens de securitaires ont été enregistrés durant ce mois de Janvier ainsi que l'agression d'un jeune et sa fiancée par deux agents de l'ordre en tenue civile.

L'intensité par région des violences a été enregistrée comme suit :

